→ 17

Algérie : maintenir le cap pour assurer la transition économique

L'économie algérienne a poursuivi son redressement au cours du premier semestre 2022, à la faveur du retour de la production pétrolière à ses niveaux d'avant la pandemie et de la reprise constante du secteur des services, conjugués à une activité agricole plus vigoureuse. Ce redressement devrait se poursuivre en 2023, soutenu par le secteur hors hydrocarbures et la croissance des dépenses publiques, selon le dernier numéro du Rapport de suivi de la situation économique en Algérie, publié par la Banque mondiale. Les soldes extérieurs se sont redressés et ont continué de bénéficier de la hausse des cours mondiaux des hydrocarbures. Après avoir enregistré une croissance estimée à 59 % au cours des six premiers mois de 2022 et atteint un niveau record en juin, le prix moyen des exportations algériennes d'hydrocarbures a chuté d'environ 26 % au troisième trimestre. Les soldes extérieurs ont également bénéficié de la forte hausse des exportations hors hydrocarbures. Les termes de l'échange se sont également améliorés en raison de l'appréciation du dinar par rapport au dollar et à l'euro.

L'inflation reste cependant élevée — 9,4 % en glissement annuel au cours des neuf premiers mois de 2022 — notamment en raison de la hausse mondiale des prix des denrées alimentaires, qui ont augmenté de 13,6 % en Algérie, affectant particulièrement les ménages les plus pauvres. Les autorités sont intervenues en intensifiant les mesures de protection du pouvoir d'achat, principalement en rehaussant les salaires de la fonction publique, en accordant des allocations de chômage aux jeunes primo-demandeurs d'emploi et en augmentant les subventions pour les produits alimentaires de base. Le rapport prévient que ce niveau de dépenses pourrait entraîner des problèmes à moyen terme en cas de chute des cours mondiaux du pétrole, et donc de réduction des recettes publiques. Il ajoute que les réformes structurelles décrites dans le plan d'action du gouvernement, qui visent à promouvoir l'investissement du secteur privé, seront essentielles pour créer des emplois.

« Il est impératif de maintenir le cap, souligne Kamel Braham, représentant résident de la Banque mondiale en Algérie. La mise en œuvre des mesures du plan d'action du gouvernement visant la mobilisation accrue des recettes fiscales, l'utilisation plus efficace des ressources publiques et la promotion des investissements du secteur privé est essentielle pour parvenir à surmonter les difficultés de la conjoncture internationale et mettre l'Algérie sur la voie d'une croissance durable et inclusive. »

Selon le rapport, l'économie algérienne devrait croître de 2,3 % en 2023, mais les perspectives macroéconomiques restent exposées aux fluctuations des cours mondiaux des hydrocarbures. D'où la nécessité, à moyen et long terme, de faire du secteur privé hors hydrocarbures le moteur de la croissance et de la diversification de l'économie. La poursuite de la mise en œuvre des programmes nationaux de réforme structurelle, l'ouverture accrue au secteur privé, l'amélioration de la compétitivité de l'économie et le renforcement de l'investissement dans le capital humain sont autant de facteurs essentiels à la vitalité et à la résilience économiques de l'Algérie.